

MENSUEL N° 141 FEVRIER 1985
5ff, 30fb, 2fs, 70 cts can.

FLEXIBILITE.....p.3
Syndicalisme de base aux PTT.....p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :
UNIFIEZ VOS LUTTES!.....p.4
TRACT DE ACCION PROLETARIA.....p.5
POUR DES MANIFESTATIONS OUVRIERES, CONTRE LA
DEMOBILISATION SYNDICALE (polémique).....p.6
CONFLITS IMPERIALISTES : la barbarie
continue.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

LES OUVRIERS NE DOIVENT RIEN ATTENDRE DES ELECTIONS...

■ En cinq ans de gouvernement de gauche dont trois avec le PC, les ouvriers ont subi l'attaque la plus féroce de leurs conditions de vie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (lire dans RI n.140 l'article à propos du bilan de la gauche). Pour des fractions croissantes de la classe ouvrière, il est de plus en plus évident que gauche et droite, c'est pareil, et la bourgeoisie se donne beaucoup de mal pour tenter de ranimer, revaloriser ses mascarades électorales.

Ainsi, la campagne électorale en vue du 16 mars se pimente dernièrement d'une remontée spectaculaire du PS dans les sondages, alors qu'il n'avait cessé jusqu'ici de perdre du terrain. Tout est utilisé, depuis le Pen l'épouvantail jusqu'à Coluche le "rassembleur" en vue du racolage pour la démocratie. Tout est mis en oeuvre pour faire passer le message : vous devez "choisir", vous avez intérêt à choisir.

Les murs des villes sont tapissés d'affiches : "Attention, la droite revient".

Moins que jamais, la classe ouvrière n'a d'illusions à se faire : quel que soit le résultat des élections, l'attaque de la bourgeoisie sera bien plus forte et massive demain. Le seul terrain sur lequel elle puisse résister, c'est celui du développement de ses luttes, de sa combativité qu'elle a déjà affirmé à maintes reprises (Talbot, la sidérurgie, Dunkerque, SNCF, RATP, etc). Ce sont les bases indispensables pour demain lui permettre d'unifier son combat.

C'est parce que cette combativité s'est déjà exprimée, que le mécontentement ouvrier se généralise et que demain, la bourgeoisie devra frapper encore plus fort que DERRIERE LE CIRQUE ELECTORAL, LE 16 MARS CONSTITUE UN ENJEU D'IMPORTANCE POUR LA BOURGEOISIE.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas le résultat même des élections mais la poursuite d'une redistribution

des différentes fractions de son appareil politique plus conforme aux nécessités d'un partage des tâches au sein de la bourgeoisie - à l'image de ce qu'ont déjà fait bien des bourgeoisies européennes. D'une part, en replaçant au pouvoir une droite qui a su tirer au minimum les leçons des conséquences néfastes de sa dispersion en 81, avec la plateforme UDF-RPR ; d'autre part, en repoussant une forte partie du PS dans l'opposition avec pour fonction de compléter le travail du PC et de la CGT contre les luttes ouvrières, de couvrir plus largement le terrain social face à la pression grandissante de la colère ouvrière.

LE BILAN DU PS : SE PREPARER POUR DEMAIN

La ferveur avec laquelle le PS tente aujourd'hui de se présenter avec une image de gauche, a pour objectif fondamental de préserver un minimum de crédibilité pour tenter d'assumer demain sa fonction d'encadrement dans l'opposition, face aux ouvriers. C'est dans ce sens qu'il défend haut et fort son oeuvre gouvernementale, tâchant d'obscurcir les leçons que déjà les ouvriers appréhendent sur la réalité de la gauche. "Ça va mieux sur le plan économique : l'inflation est tombée au-dessous de 5%", alors qu'elle reste supérieure à la plupart de ses concurrents directs telle la RFA. "L'équilibre de la balance des paiements s'est amélioré", alors que le déficit extérieur atteint 25 milliards de francs. Mais, surtout, le PS aurait fait régresser le chômage ! Cette fameuse baisse de la courbe du chômage qu'il revendique à pleins poumons se traduit par une soi-disant diminution de 2 387 400 à 2 360 000 entre décembre 84 et décembre 85 (sources INSEE-UNEDIC) des chômeurs recensés. Tous les ouvriers en ont fait les frais : plus de 400.000 TUC sous-payés, les préretraites forcées, les retours au pays, la non-inscription des jeunes à l'ANPE, la non-titularisation des auxiliaires de

la Fonction publique, les stages de conversion, la liste serait encore longue. De fait, c'est à créer et multiplier les artifices pour dégonfler les chiffres que le PS s'est employé.

Mais, dans sa défense, ce que le PS met par dessus tout en avant, c'est le bilan "favorable aux ouvriers". La politique sociale se serait traduite par une amélioration nette des conditions de vie des travailleurs : 39 heures, retraite à 60 ans, 5e semaine de congés payés, augmentation du SMIG. Tels seraient les "acquis" sociaux soi-disant "intouchables" de la gauche, tellement sociaux que la droite elle-même ne songe même pas à les remettre en cause pour la plupart.

Pourquoi le PS fait-il de ces mesures son cheval de bataille quand tout le monde sait de quelle manière elles se sont traduites : augmentation des cadences de travail, baisse des salaires, baisse des allocations chômage, quand ce n'est pas carrément suppression comme pour la moitié des chômeurs (lire l'article dans RI n.140) ?

Pourquoi le PS met-il tant en avant qu'en 5 ans de gouvernement, il ne pouvait récupérer une situation que la droite avait mis 23 ans à dégrader ?

Ce que le PS veut dire, c'est qu'il n'est pas responsable de la situation faite aux travailleurs ; ce n'est pas lui qui doit être la cible de leur mécontentement. Il cherche à laisser l'image aux ouvriers d'un parti qui a toujours tenté de défendre les travailleurs. Toute sa défense va dans ce sens. Ce n'est pas un hasard si, de plus, il gèle l'application de mesures qu'il a planifiées depuis longtemps, pour les reporter à l'après-élections, laissant ainsi au futur gouvernement le soin de les appliquer :

- gel des plans de licenciements, comme les 197 000 dossiers en attente dans les bureaux des Ministères, les 10 000 travailleurs menacés à Renault, les

(suite p.7)

GREVE SPONTANEE A LA RATP

...IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER

Le 20 décembre 1985, les ouvriers de la RATP déclenchent une grève spontanée qui paralyse la capitale pendant toute une journée. Le mouvement lancé à l'initiative des conducteurs du RER de la ligne A à partir d'un événement tout-à-fait ponctuel (sanctions judiciaires contre un conducteur du RER à la suite d'un accident survenu en novembre 84) - s'étend comme une traînée de poudre en quelques heures à la ligne B, puis à toutes les lignes de métro pour finir par "contaminer" les chauffeurs de bus.

Dans un contexte de tensions sociales que ni la campagne électorale, ni les manoeuvres syndicales de démobilisation de la classe ouvrière n'ont réussi à atténuer, la riposte de la bourgeoisie a été à la mesure de la peur qu'elle a pu ressentir face à un mouvement d'une ampleur inégalée à la RATP

depuis les années 70.

Ce mouvement spontané qui explose à la suite de toute une série de luttes, notamment sur les lignes du RER, doit servir d'exemple pour toute la classe ouvrière non seulement parce qu'il a montré dans les faits qu'elle n'a pas renoncé à lutter - comme voudrait le faire croire la propagande bourgeoise - mais surtout parce qu'il a soulevé des questions qui se posent encore dans les luttes à venir et auxquelles la classe ouvrière sera amenée à répondre dans la pratique : quelle victoire les ouvriers ont-ils remporté ? La combativité des ouvriers de la RATP était-elle une riposte aux attaques spécifiques à ce secteur ? Comment faire reculer la bourgeoisie ? Peut-on confier l'extension de la lutte aux syndicats ?

■ Octobre 85 : le coup monté de toute la bourgeoisie à Renault (cf. RI n. 139) semait un certain désarroi au sein de la classe ouvrière. Deux mois plus tard, la grève de la RATP est venue confirmer que cette manoeuvre n'a pas réussi à étouffer l'énorme potentiel de combativité ouvrière qui s'était déjà exprimé à la SNCF début octobre. Une combativité qui, en France comme dans les principaux pays d'Europe occidentale, fait la preuve que le prolétariat n'est pas prêt à courber l'échine sous le poids des attaques croissantes du capitalisme. Cette grève est venue ainsi apporter un cinglant démenti à tous les mensonges bourgeois destinés à saper la confiance en soi de la classe ouvrière : "les ouvriers ne veulent plus lutter", "la lutte de classe appartient au passé"...

(suite p.2)

RATP

(suite de la p.1)

IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER !

Son explosion massive et spontanée -au lendemain d'une "journée d'action" organisée par la CGT pour démobiler la classe ouvrière- la rapidité avec laquelle elle s'est déployée, ont montré que :

- l'accumulation du mécontentement ouvrier à la RATP, à la SNCF comme à la SNCB ou dans les mines du Limbourg en Belgique, dans les chantiers navals en Grande Bretagne ou chez les dockers de Rotterdam (cf. article page 4), est un facteur important de radicalisation des luttes. Dans la situation présente où les réserves de combativité de la classe ouvrière sont loin d'être épuisées, il suffit d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres.
- la capacité du prolétariat à se mobiliser le 20 décembre constitue déjà une première remise en cause du statu quo que lui avait imposé la manoeuvre bourgeoise à Renault.

- sa capacité à réagir très rapidement hors de toute consigne syndicale exprime en positif une méfiance croissante de la classe ouvrière envers toutes les forces d'encadrement du capital.

- le caractère massif du mouvement traduit une nécessité qui se fait jour de plus en plus dans la classe ouvrière d'élargir sa lutte pour imposer un rapport de force en sa faveur, pour contraindre la bourgeoisie à reculer.

La capacité du prolétariat à entrer massivement en lutte malgré toutes les manoeuvres bourgeoises pour le paralyser, voilà la principale victoire que la classe ouvrière a remportée le 20 décembre 85 !

LES OUVRIERS, OTAGES DE LA PROPAGANDE CAPITALISTE !

Confrontée à un mouvement qui risque d'avoir une portée considérable dans l'ensemble de la classe ouvrière, la bourgeoisie a dû réagir immédiatement afin d'éviter à tout prix que cette grève puisse servir d'exemple dans une situation particulièrement explosive en France. On a vu ainsi toutes les médias bourgeoises s'emparer du mouvement pour créer une atmosphère de pogrom en criant : "Haro sur les grévistes !". Même le journal "Le Monde", réputé pourtant par ses propos plutôt "modérés", ne s'est pas privé de déverser contre les ouvriers des insanités dignes du "Parisien Libéré" en assimilant la grève à "la plus grande prise d'otages en France depuis la grève des routiers en 84" (25/12), en dénonçant "un réel abus ou une déviation inquiétante de l'usage du droit de grève" (23-12).

Le déchaînement d'une telle hystérie anti-ouvrière visait plusieurs objectifs. En premier lieu, il s'agissait pour la bourgeoisie d'isoler les grévistes de la population en accentuant de façon démesurée l'impopularité du mouvement. Grâce à un choix sélectif par les médias de témoignages et d'interviews, les ouvriers se sont vus matraqués d'insultes destinées à les démolir, à les opposer à toute la classe ouvrière, à les culpabiliser (notamment en les rendant responsables de tous les accidents tels celui de chez Fauchon, d'us, ce jour-là aux embouteillages).

Le mensonge par omission est un des arts de la propagande bourgeoise : les médias se sont surtout bien gardés de nous montrer l'envers du décor en faisant le black-out total sur les réactions de sympathie envers les grévistes. Par exemple, lorsque les cadres de la RATP ont fait irruption sur les quais pour monter la population contre les grévistes, ceux-ci ont été soutenus par les usagers contraignant les représentants de la direction à battre en retraite. Cela, les médias bourgeoises se sont bien gardés de l'évoquer afin de faire croire, comme le disait le PS, que "les travailleurs, les petites gens sont pour l'ordre" (Poperen).

Mais plus encore que les réactions de sympathie des usagers envers les grévistes, ce que la bourgeoisie a voulu occulter par cette campagne, c'est la solidarité qui s'est développée au cœur de la grève à travers son extension immédiate à toutes les catégories professionnelles de la RATP. Afin de masquer le caractère massif du mouvement, les médias se sont empressés d'accréditer l'idée qu'à la RATP comme à la SNCF, "il suffit d'un minimum de grévistes pour provoquer un maximum de perturbations" (T. Camin, 23/12, RTL). De ce fait, il était d'autant plus facile à la bourgeoisie de discréditer

la grève, de la dénaturer en l'assimilant à un acte de terrorisme provoqué par une poignée d'éléments "incontrôlés" semblable à la prise d'otages qui se déroulait au même moment au Palais de justice de Nantes.

Cette ignoble campagne anti-ouvrière montre aisément où la bourgeoisie voulait en venir : elle visait d'une part à détourner la classe ouvrière de ce type d'action en discréditant la grève aux yeux de tous ceux qui pouvaient y reconnaître leur propre mécontentement ; d'autre part, à intimider les ouvriers en brandissant la menace de la répression au nom du respect de la "légalité", des "droits et des devoirs du service public incombant à la RATP envers les usagers". (M. Tosselin, secrétaire d'Etat aux Transports).

FACE AUX MANOEUVRES BOURGEOISES...

Plus encore que cette campagne de dénigrement orchestrée par toutes les médias, ce qui est significatif de l'inquiétude ressentie par la bourgeoisie, c'est la rapidité avec laquelle celle-ci a su manoeuvrer en se partageant le travail entre gouvernement, patronat et syndicats pour arrêter le mouvement.

On a vu d'abord les syndicats entrer immédiatement dans la lutte afin d'en prendre les devants par un appel à l'arrêt du travail dans toute la corporation. Il s'agissait pour les syndicats d'empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en main l'extension du mouvement ; il fallait éviter à tout prix qu'elle ne sorte du cadre de la corporation dans une situation où tous les secteurs de la classe ouvrière sont particulièrement réceptifs, telles que l'ont montré les luttes qui se déroulaient au même moment dans d'autres secteurs (grèves des contrôleurs aériens, des marins de la Manche, des conducteurs de bus à Rouen et St Etienne, mouvements dans les PTT...). Si les syndicats ont pris immédiatement le train en marche, ce n'est certainement pas pour élargir le mouvement mais pour le contrôler et, finalement, l'étouffer !

Afin de parachever le sabotage de la lutte, on a vu ensuite la direction de la RATP, avec la caution du gouvernement PS, prêter main forte aux manoeuvres syndicales en s'installant immédiatement à la table des négociations. Au cours de ces négociations, direction et syndicats signent un accord : d'un côté on fait mine de céder à certaines revendications, de l'autre on promet de mettre le paquet pour empêcher tout rebondissement du conflit. C'est d'une seule voix, et sans aucune fausse note, que l'ensemble des forces bourgeoises déclareront : "l'ouverture des discussions avec les syndicats est indissociable d'une contre-partie : le respect de la légalité" (Directeur de la RATP)... et les syndicats de faire écho : "Notre organisation syndicale, majoritaire parmi les conducteurs de train, n'est pas une organisation qui fait grève à tout propos. Je peux vous donner la garantie d'ores et déjà que nous n'envisageons pas pour la fin de l'année 85 un mouvement de l'ampleur de celui de vendredi". (D. Baton, président du syndicat autonome Europe 1 le 24/12).

Cette formidable solidarité entre toutes les forces de la bourgeoisie s'est encore illustrée dans la façon dont les syndicats s'y sont pris pour permettre à la direction de négocier : en polarisant toute la combativité des ouvriers sur des revendications "réalistes" qui ne mangent pas de pain. C'est ainsi que l'intersyndicale a concentré ses efforts pour détourner les véritables préoccupations des ouvriers (l'augmentation des cadences, la suppression des primes, la baisse des salaires, la réduction des effectifs...) derrière un écran de fumée : la sécurité des usagers. Grâce à cette manoeuvre, la bourgeoisie faisait d'une pierre deux coups : elle devait permettre d'une part à la direction de faire mine de reculer (suspension d'une circulaire relative à la fermeture des portières), tout en donnant aux syndicats le beau rôle ; d'autre part, elle accréditait l'idée d'une lutte pour des revendications spécifiques aux ouvriers de la RATP, alors que tous les secteurs de la classe ouvrière sont confrontés partout aux mêmes attaques capitalistes contre leurs conditions de travail de plus en plus insoutenables, contre leur niveau de vie qui chute à une vitesse accélérée. C'est cela que toutes les magouilles syndicales visaient à obscurcir, afin d'empêcher les ouvriers de prendre conscience qu'ils n'ont pas d'intérêts particuliers à défendre, que le seul moyen de faire reculer réellement la bourgeoisie consiste à riposter ensemble au-delà de toutes les divisions sciemment entretenues par les syndicats !

Si toutes ces manoeuvres ont permis à la bourgeoisie de reprendre la situation en main en l'espace d'une journée, elles n'ont cependant pas réussi à étouffer la combativité ouvrière. Même après la reprise du travail, les ouvriers ont exprimé en ces termes leur détermination à poursuivre la lutte : "on est prêt à remettre ça si on n'obtient pas satisfaction", "on reprend le boulot mais ce n'est pas fini".

Devant un tel avertissement, les syndicats n'ont pas fait la sourde oreille. Il leur fallait contrer la menace d'un ressurgissement du conflit en déployant sur le terrain, immédiatement après la reprise du travail, une autre manoeuvre préventive. On a vu ainsi les chiens de garde de l'ordre capitaliste - CGT en tête - utiliser tout le battage sur "l'illégalité" de la grève afin de promouvoir une autre forme de lutte - la grève du zèle consistant à appliquer à la lettre certaines consignes de sécurité - qui, tout en restant dans le cadre de la légalité, perturberait de

façon importante le trafic. En faisant de la propagande pour ce type d'"action", ce que voulaient les syndicats - à l'image de leurs homologues britanniques qui viennent de signer dans le secteur de l'automobile, un accord interdisant les grèves "sauvages" - c'était détourner les ouvriers de toute forme de lutte qui, comme celle du 20 décembre, contienne une possibilité d'extension. En effet, chacun restant à son poste de travail, une grève du zèle signifie l'impossibilité pour les ouvriers de se rassembler massivement, l'impossibilité de discuter collectivement, l'impossibilité de décider ensemble des moyens d'étendre la lutte.

En promouvant ce type d'action stérile, voilà quel était l'objectif visé par les syndicats : prendre les devants des luttes futures en les sabotant dès aujourd'hui !

Et dans toutes ces manoeuvres anti-ouvrières, le rôle joué par la CGT n'a pas été des moindres. On l'a vu en effet tirer d'abord la couverture à elle

(avec l'appui de toutes les médias qui l'ont rendue "responsable" de la "pagaille") afin non seulement de récolter les lauriers de cette grève dans les rangs ouvriers, mais surtout de faire oublier la spontanéité du mouvement au moment même où se développe dans la classe ouvrière une méfiance croissante envers les syndicats. Alors que ce mouvement a montré que les ouvriers n'ont pas besoin d'attendre les mots d'ordre syndicaux pour entrer massivement en lutte, la CGT veut encore nous faire croire comme le disait Krasucki le 24 octobre, qu'elle est la seule à lutter et à pouvoir le faire". Tous ces discours radicaux ne sont que des mensonges ! En effet, si les ouvriers avaient suivi les consignes syndicales (planification d'une grève "légitime" pour le lundi 23), c'est à une mascarade qu'on aurait assisté et non à un mouvement exemplaire pour l'ensemble de la classe ouvrière !

Une fois la grève terminée, on a vu enfin la CGT parachever son rôle de pompier social, dévoiler tout son mépris de la classe ouvrière en ridiculisant le mouvement, en crachant sur les ouvriers avec la publication de son tract répugnant : "Excusez-nous !"

... LES OUVRIERS DOIVENT UNIFIER LEURS LUTTES !

Non ! Les ouvriers n'ont pas à s'excuser de refuser la surexploitation et la misère capitalistes ! Ils n'ont pas à chercher de voies "légitimes" pour développer une riposte légitime contre des attaques de plus en plus violentes, de plus en plus massives. Les lois, ce sont toujours celles de leurs exploiters, le "droit" de grève se heurte toujours aux limites de la rentabilité, du profit capitaliste quoiqu'en disent les syndicats. Ils doivent, au contraire, tirer de cette grève le maximum d'enseignements pour aller encore plus loin dans les luttes futures.

La principale leçon que les ouvriers doivent tirer de cette grève, c'est la nécessité d'étendre la lutte aux autres secteurs de la classe ouvrière, de se regrouper pour riposter ensemble contre les mêmes attaques de leurs conditions de travail et d'existence. En effet, l'ampleur même de la campagne en vue d'isoler les grévistes du reste de la classe ouvrière montre à quel point la bourgeoisie appréhende l'extension et l'unification des luttes. Contre toutes ses manoeuvres destinées à diviser la classe ouvrière, à disperser ses luttes en les séparant les unes des autres à travers des revendications spécifiques à tel ou tel secteur, les ouvriers doivent faire converger leurs luttes en une seule lutte générale, ils doivent briser toutes les divisions professionnelles, catégorielles, géographiques afin de contraindre la bourgeoisie à faire marche arrière. Et pour pouvoir opposer un front uni contre toutes les attaques capitalistes, la classe ouvrière doit aussi se donner les moyens d'étendre, de coordonner ses luttes. La grève de la RATP a montré que si les syndicats ont pris en charge l'extension du mouvement sous la poussée de la combativité ouvrière, c'est essentiellement pour endiguer tout risque d'extension spontanée au-delà de la corporation. Mais elle a montré également que la méfiance croissante des ouvriers envers les syndicats ne suffit pas. En effet, ce qui a favorisé tout le sale travail des syndicats, ce sont les illusions qui subsistent encore au sein de la classe ouvrière : "il était plus facile de passer par les syndicats pour étendre la lutte", "les syndicats connaissent mieux que nous la législation, ils ont des arguments pour nous défendre".

Ainsi, la deuxième leçon que les ouvriers ont à tirer de cette expérience, c'est la nécessité de prendre eux-mêmes en main l'extension de la lutte à travers l'envoi de délégations massives vers les autres secteurs en lutte, à travers les assemblées générales qui doivent être un lieu de discussions, de décisions ouvert à tous les ouvriers et aux organisations politiques qui défendent leurs intérêts généraux. Ce n'est que de cette façon que la classe ouvrière pourra développer la confiance en sa propre force, une force qui existe déjà de manière potentielle, même si elle s'exprime encore en négatif à travers le mécontentement et une énorme méfiance envers les syndicats. La mobilisation rapide et massive des ouvriers de la RATP a démontré ainsi dans la pratique que les réserves de combativité du prolétariat sont loin d'être épuisées. Par ses limites autant que par toutes ses potentialités, elle montre dans quelle direction le prolétariat doit développer ses luttes afin d'opposer un front de plus en plus uni, une riposte de plus en plus puissante aux attaques capitalistes.

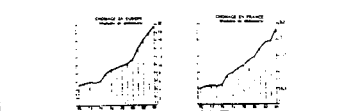
AVRIL

Lisez
notre :

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organisme de l'Union des Communistes Internationaux

MANIFESTE SUR LE PROBLEME DU CHOMAGE



CONTRE LE CHOMAGE
ET LA MISERE CAPITALISTES:
OUVRIERS AU TRAVAIL,
OUVRIERS AU CHOMAGE,
UN MEME COMBAT,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE



DERRIERE LES DEBATS SUR LA FLEXIBILITE LA BOURGEOISIE SE DONNE TOUS LES DROITS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Le projet de loi sur la flexibilité meuble l'actualité depuis plus d'un an. Elle provoquerait, à entendre les partis, les syndicats, une véritable foire d'empoignes.

- la droite pense qu'elle est insuffisante pour redresser l'économie.
- le PS la présente comme une protection des travailleurs contre les patrons.
- le PC la dit une attaque sans précédents touchant la remise en cause du code du travail.
- et les syndicats soutiennent leurs partis d'affiliation.

Pourtant telle qu'elle est présentée elle semble à peu près mineure : les heures de travail, au lieu d'être sur 39 heures par semaine, seraient comptabilisées sur l'année, et il y aurait des semaines où les ouvriers travailleraient un peu plus, et d'autres où ils travailleraient un peu moins. Les heures supplémentaires seraient remplacées par des repos compensateurs. Ceci est déjà une attaque. Mais cette foire d'empoignes vient là pour cacher ce qu'ils ne disent pas.

Elle vient d'abord cacher le fait que derrière les désaccords -aussi féroces paraissent-ils- ils sont TOUS d'accord avec cette loi, car tous défendent l'économie capitaliste, le profit, la compétitivité nationale. Elle vient cacher que cette "loi" existe déjà dans les faits, et qu'il s'agit simplement de la légitimer, la légaliser à un niveau général. Elle vient cacher aussi que le bruit fait autour de la loi sur la flexibilité sert de paravent à d'autres lois, passées ou en projet, qui en sont l'accompagnement indissociable, et qui toutes concernent le droit de licenciement.

FLEXIBILITE : LES OUVRIERS CORVEABLES A MERCI.

Il faut tenir compte dans la manière dont les débats sont présentés que le PS va regagner l'opposition et que c'est la droite qui prendra les mesures préparées par le PS. Et donc que celui-ci ne nous dit que des demi-vérités. La loi sur la flexibilité va impliquer :

- que les usines marcheront nuit et jour, tous les jours de l'année si nécessaire.
- qu'elles fermeront quand nécessaire.
- que les ouvriers y travailleront jusqu'à au moins 44 heures par semaine quand nécessaire.
- qu'ils ne toucheront aucune heure supplémentaire, aucune compensation pour les samedis et dimanches, le travail de nuit, remplacés en repos compensateurs c'est à dire qu'il y aura plus de chômage technique.
- que les accidents de travail dus à la sur-exploitation vont devenir monnaie courante au moment où les garanties sur la santé sont attaquées.

Mais ce n'est pas tout. Il faut savoir aussi que de nombreuses petites lois vont permettre aux patrons, aux entreprises, nationalisées ou non, de licencier ou engager dans la plus totale légalité, en payant les salaires qu'ils voudront, le temps qu'ils voudront les ouvriers :

- il est question de supprimer l'autorisation administrative de licenciements. Chaque patron, chaque entreprise jettera à la rue son "surreffectif" une fois qu'il n'en aura plus besoin. Ainsi les heures supplémentaires seront payées en repos compensatoires définitifs, une fois le taux de production atteint sur la base des vides conditions de travail et des

salaires les plus bas.

- il est question de geler les salaires, tant dans les entreprises que dans la fonction publique, si nécessaire, si l'entreprise estime selon son bénéfice qu'elle doit le faire.

- parallèlement, des augmentations de salaires seront faites, quand il y en aura, en fonction des "résultats et performances individuelles des salariés"; dans la fonction publique est ajoutée l'introduction de la "notion de productivité".

- il est question de revoir les critères de rémunération du SMIC :

- un des critères serait fait selon 3 principes : "non intervention de l'Etat, refus de l'indexation des salaires sur les prix, recours à une politique contractuelle" (Chotard, CNPF et droite).

- l'autre serait de voir un SMIC pour les jeunes, où ils seraient payés moins que les vieux, les TUC ont déjà ouvert la voie.

- il est question enfin, d'une manière générale, d'encourager le travail à temps partiel, le chômage partiel, les contrats de travail temporaires, contractuels, les congés de reconversion, qui sont tous une baisse de salaire importante ou une baisse des droits aux allocations chômage, pouvant aller dans le cas des congés de conversion, par exemple, jusqu'à une baisse de salaire de 35%.

TOUT EST DECIDE AU NIVEAU DE CHAQUE ENTREPRISE, PAR CHAQUE PATRON, CHAQUE CHEF, dans l'immunité la plus totale si les ouvriers laissent faire. En agissant sur cette base, la bourgeoisie se donne le maximum de moyens d'intimider les ouvriers selon leur mode de recrutement (temporaire, contractuel, titulaire, smicard) chacun dans son usine, celui qui protestera risquant le licenciement immédiat.

LES DISCORDS APPARENTES POUR FAIRE PASSER LES MESURES.

Si des illusions restent aux ouvriers sur l'apparente opposition du PC, de la CGT et de FO à cette loi, nous disons simplement :

- rappelez-vous, ouvriers, ce qu'ils ont déjà fait quand ils étaient au gouvernement, et qu'ils osent dire que seul le PS en est responsable.

- rappelez-vous que le PC et la CGT ont DEJA SIGNE ces accords dans une ordonnance de 82, quand ils étaient au gouvernement.

Mais surtout, voyons ce qu'ils font aujourd'hui même dans la pratique :

- FO et CGT sont contre la loi sur la flexibilité, mais leurs sections locales ont signé de tels accords dans 57% des cas pour FO, dans 50% des cas pour la CGT.

- FO, avec la CGC et la CFJC, vient de signer un accord sur le gel des salaires dans l'entreprise Sol-lac de Florange (Moselle) afin que cette société "puisse réaliser ses investissements" en 86.

- "La vie Ouvrière" (presse de la CGT) vient de licencier 1/3 de son personnel dont 35% avec recours au congé reconversion, ce qui leur fera toucher 65% de leur salaire. Ne pas oublier qu'une des batailles de la CGT et du PC est qu'il est possible de créer des emplois nouveaux, et que le PS ne le fait pas parce qu'il "fait le jeu de la droite"... Les ouvriers de la "Vie Ouvrière" peuvent dire merci pour la défense des intérêts ouvriers. Les licenciés reconnaissants.

-A l'Assemblée nationale le 7 décembre 85, un dépu-

té communiste plaide pour le chômage partiel, lequel ampute les salariés qui en sont victimes de 30% de leur salaire.

Voilà pour nos valeureux défenseurs des conditions de vie de la classe ouvrière, nos hardis combattants contre le chômage, ceux qui accusent le PS et la droite, ceux qui signent d'une main tandis que le discours dit le contraire. Ils osent dénoncer en paroles ce qu'ils appliquent dans la pratique.

QUANT A CEUX QUI DEFENDENT LA FLEXIBILITE...

Le PS et la CFDT -il faut s'accrocher- le feraient... pour protéger les ouvriers! Parce que "de plus en plus d'entreprises passent des accords en marge des droits... c'est dangereux" dit Fabius, tandis que la CFDT appelle le gouvernement pour que le projet aboutisse afin de "s'opposer au libéralisme destructeur". La défense des droits des salariés, on l'a vue depuis 5 ans, avec les blocages de salaires, la levée d'impôts exceptionnels ou d'emprunts obligatoires. Et ce changement de ton, plus "ouvrier", "anti-droite", "anti-patronal" ne fait que préparer le retour du PS dans l'opposition.

Car c'est la droite qui est le mieux à même de faire appliquer cette loi. La gauche entière s'est déjà suffisamment décrédibilisée au gouvernement. Sa fonction n'est pas de prendre des mesures anti-ouvrières, mais de faire en sorte, par un partage des tâches entre partis, entre syndicats, que la classe ouvrière ne se défende pas; ils sont les gardiens de la paix de la bourgeoisie. Ainsi le PS n'a fait que préparer cet ensemble de lois, la droite pourra les appliquer plus rapidement : elles sont prêtes à l'emploi.

Et, comme d'habitude, dans ce partage du travail contre la classe ouvrière, la droite parle vrai. C'est elle qui avance la nécessité d'exploiter et licencier à merci les ouvriers le plus franchement, cartes sur table. C'est elle qui parle des "licenciements sans autorisation administrative", de "gel des salaires", de "notion de rentabilité et de compétence individuelle".

Les ouvriers n'ont aucune illusion à se faire : s'ils se laissent intimider, s'ils se laissent bernier par les discours tapageurs, les fausses divisions entre partis, entre syndicats, ils subiront soit une exploitation féroce au travail, soit une misère totale au chômage.

La bourgeoisie leur dit que la flexibilité permettra la création de nouveaux emplois : c'est faux, il n'y aura non seulement pas de création d'emplois, mais tout au contraire, beaucoup de nouveaux licenciements, et c'est ça qu'elle prépare.

La bourgeoisie dit que les accords démocratiques entre patrons et ouvriers, l'hypocrite loi Auroux permettra de sauver l'emploi en sauvant l'entreprise. C'est faux. Une fois l'ouvrier pressé comme un citron à bas prix, il sera jeté à la rue en toute légalité. Chaque sacrifice accepté sera suivi d'autres plus importants, plus graves, plus massifs. Et le seul moyen de lutter contre les licenciements, les conditions de travail et de vie qui s'aggravent durement est de n'accepter aucun sacrifice.

C'est pour empêcher les ouvriers de se rassembler, de lutter ensemble que la bourgeoisie divise dans l'usine les catégories d'ouvriers, entre smicards ou non, contractuels ou non, temporaires ou non, titulaires ou non. Pour qu'ils ne se sentent pas attaqués ensemble, pour qu'ils ne se solidarisent pas.

C'est pour empêcher les ouvriers de voir l'attaque commune que la bourgeoisie enferme par entreprise, comme si les lois dans une entreprise étaient différentes des autres, que les ouvriers mécontents se sentent isolés chacun dans leur entreprise. Elle veut donner l'impression à chaque ouvrier d'être seul attaqué, d'être isolé, donc d'être impuissant, parce qu'elle craint leur réaction commune, collective. Il ne faut accepter ni les sacrifices, ni l'isolement. Les intérêts de la bourgeoisie se font CONTRE LES OUVRIERS. SA SURVIE, c'est la MISERE pour les ouvriers.

C.L.

PTT LE SABOTAGE DES SYNDICALISTES DE BASE

■ Dans "Lutter" n°14, mensuel de l'UTCL, petit groupe anarcho-syndicaliste, un délégué CFDT rend compte d'une grève au centre de tri postal de la gare d'Austerlitz à Paris. C'est un exemple concret du sabotage systématique du syndicalisme sous toutes ses formes contre les luttes ouvrières mêmes les plus limitées et les plus immédiates.

Dans la semaine du 24 au 28 juin 1985, la presse bourgeoise faisait grand bruit sur un rapport du Sénat. Ce rapport "dénonçait" l'absentéisme et les "chantages à la grève" dans les centres de tri.

Le lundi 24, à Austerlitz, un postier de la "brigade" de nuit recevait une lettre lui annonçant son licenciement pour cause de congés de maladie trop nombreux! Indignés et révoltés, les camarades de son service débrayaient illégalement, sans préavis syndical. Ensuite, ils imposaient une assemblée générale de toute la brigade de nuit et réussissaient à y étendre le mouvement. Toujours sans préavis de grève, et surtout sans avis, ni prise de position des sections locales des syndicats.

Après avoir informé l'ensemble du centre par des assemblées, par des délégations, et après n'avoir qu'en partie réussi à étendre les débrayages dans les autres brigades de nuit et de jour, l'assemblée des grévistes prenait conscience des faiblesses et des limites du mouvement. Elle décidait donc de suspendre les débrayages afin d'éviter l'essoufflement la dispersion et le pourrissement avant la date effective de licenciement prévu au plus tôt en septembre. Un comité d'une vingtaine de membres, ouvert à tous, se constituait pour assurer la con-

tinuité de la mobilisation.

La direction répliquait par des sanctions contre les grévistes. La CGT, contre le mouvement, dénonçait par affiche les "gauchistes" qui mettaient en péril ses efforts pour régler le problème par la négociation et des démarches auprès de la direction. Quant à la CFDT et son délégué anarchiste : silence. Sans eux, mais unis, les travailleurs s'organisaient à l'appel du comité pour apporter en délégations massives des pétitions et pour diffuser des tracts d'information contre les sanctions.

La direction a dû reculer : levée des sanctions et réexamen du licenciement. Aujourd'hui, notre camarade n'est toujours pas licencié et reste mis en "congé de maladie d'office" par la direction! Dans l'incertitude quant à la date de la décision définitive, les travailleurs essaient de rester vigilants et prêts à intervenir pour empêcher le renvoi. Et tous comptent bien y réussir.

LES MANOEUVRES DE SABOTAGE DU SYNDICALISME DE BASE

Dans "Lutter!" notre délégué CFDT commence par saluer l'exemplarité de la grève : "Tout était discuté et décidé en assemblée générale". Belles paroles. Mais, "maintenant, il y a un fort sentiment de désillusion et de défiance face aux syndicats" regrette-t-il. Fervent supporter du syndicalisme, il propose sa solution pour remédier à cette situation : un "syndicalisme différent" de celui des directions car "il y a à la tête des fédérations des stratèges en chambre qui ne comprennent pas grand chose à ce

qui se passe sur le terrain". C'est-à-dire qu'au moment où les travailleurs commencent à se dégager des syndicats et à organiser et mener eux-mêmes leurs luttes, notre syndicaliste de base essaie de les piéger en leur proposant un faux combat contre les bureaucrates syndicaux.

Mais la réalité de la grève de juin dévoile le mensonge de "l'opposition entre la direction et la base" des syndicats. C'est bien lui, délégué de base, et ses complices des sections locales CFDT et CGT qui se sont opposés de toutes leurs forces à la tenue des assemblées générales, tous les services réunis ensemble avec la participation de travailleurs des autres brigades; en particulier, là où ils se sentaient les plus forts comme dans l'autre brigade de nuit, où ils ont essayé de diviser l'assemblée service par service afin d'empêcher l'extension des débrayages. Sans succès d'ailleurs ce soir-là.

Ce n'est donc pas malgré les directions, mais bel et bien malgré et contre les manœuvres de sabotage des sections locales, des délégués de base, de notre anarchiste, que l'unité des travailleurs s'est réalisée dans la lutte.

En dépit de ses belles paroles sur les A.G., notre anarcho-syndicaliste ne réussit pas à masquer son inquiétude et le fond de sa pensée : "ce qu'on a fait à Austerlitz, c'est pas la marche à suivre partout". Et bien si! Pour les travailleurs, la tenue d'assemblées générales, la recherche de l'extension et de la solidarité, et la "défiance face aux syndicats", comme il dit, c'est la marche à suivre partout!

Ouvriers, qu'il soit clair pour tous, qu'à la direction ou à la base, le syndicalisme s'opposera toujours à cette "marche à suivre". Qu'il soit clair pour nous tous que le syndicalisme tentera toujours de s'opposer et de saboter toutes les luttes ouvrières!

R.L.

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE PARTOUT, LES LUTTES SE DEVELOPPENT: IL FAUT LES UNIFIER !

■ Contre le renforcement des attaques de la bourgeoisie qui se traduit par une formidable augmentation du chômage, une baisse des salaires, et une dégradation terrible des conditions de travail, la troisième vague de luttes ouvrières -ouverte à la mi-septembre avec les grèves massives en Belgique- continue de se développer dans le monde entier, et notamment parmi les bataillons forts du prolétariat d'Europe occidentale.

Aujourd'hui, si la reprise des luttes s'est donc toujours confirmée, les tendances qui caractérisent ces luttes ne se répètent pas exactement de la même façon qu'en 1983, 84 ou début 85. Depuis quelques mois, en effet, quelques tendances se dégagent plus nettement :

- la simultanéité des luttes se poursuit et se renforce. Au même moment, ou à quelques jours d'intervalle, des combats ont lieu dans tous les pays, toutes les régions, tous les secteurs (mines, sidérurgie, automobile, secteur public ou secteur privé, etc...). Cette simultanéité des luttes se voit au niveau d'un même pays, ou au niveau international. Ainsi, par exemple, le mois d'octobre voyait au même moment des luttes dans les mines, les chemins de fer, et les postes en France et en Belgique, les chantiers navals en Grande-Bretagne, les transports et la sidérurgie aux Pays-Bas et en Suède, des manifestations de milliers d'ouvriers en Allemagne contre le chômage au moment même où les chômeurs manifestaient à St-Etienne en France ; rien qu'au niveau d'une région, la région de Bilbao en Espagne, par exemple, connaissait six luttes de différents secteurs en même temps. Cette tendance à la simultanéité des luttes qui est apparue dès la reprise des luttes à la mi-83 a continué donc à se renforcer.

- une tendance à des mouvements moins "spectaculaires", moins massifs, plus dispersés, et généralement de plus courte durée, que ce soit au niveau d'un secteur ou d'un pays. Les derniers mois n'ont pas été marqués par des mouvements de grande ampleur et de longue durée dans un secteur comme par exemple, la lutte des mineurs en Grande-Bretagne, ou celle des ouvriers d'AHM en Espagne en 84, ni même au niveau d'un pays comme la grève massive de 900.000 ouvriers, en septembre 83 en Belgique ou de 500.000 ouvriers au Danemark au printemps 85. En ce sens, même si on a un nombre beaucoup plus important de foyers combatifs au même moment, les luttes sont beaucoup plus éparpillées, dispersées. Un exemple parmi d'autres illustre particulièrement cette réalité ; c'est celui des luttes de décembre dans la région de Bilbao ; on pouvait y recenser à un moment donné six luttes simultanées (touchant les chantiers navals, les cimenteries, les chômeurs employés par la municipalité, l'électro-ménager...) qui malgré une forte combativité et de nombreuses actions de rue, ne sont pas parvenues à se rencontrer pour s'unifier, et alors que ces ouvriers manifestaient à la même heure dans un rayon de 300 mètres !

- enfin, une autre tendance qui se dégage nettement est celle d'un plus grand nombre de luttes spontanées, le plus souvent de courte durée et qui ont démarré en dehors de toutes consignes syndicales. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, ces derniers mois ont vu des grèves "surprises" en Grande-Bretagne dans les chemins de fer, chez les postiers de Liverpool et dans les chantiers navals du Tyneside, chez les employés de la santé à Barcelone et dans de multiples autres secteurs en Espagne, parmi les conducteurs de tramway à Amsterdam, les dockers à Rotterdam et les chauffeurs de camions aux Pays-Bas, chez les cheminots et les gardiennes d'enfants dans la soi-disant "paisible" Suède qui, à ce jour, a connu près de 200 grèves en deux ans. En Belgique, la campagne électorale en octobre ne suffira pas à empêcher une grève sauvage des ouvriers du métro à Bruxelles, dans tout le réseau des chemins de fer, dans les postes (les postiers refuseront de distribuer les prospectus électoraux), quelques jours après dans les mines du Limbourg.

COMMENT COMPRENDRE CETTE EVOLUTION DANS

LA TROISIEME VAGUE DE LUTTES OUVRIERES ?

Si la tendance à la simultanéité croissante des luttes dans tous les pays, toutes les régions et tous les secteurs s'est confirmée, c'est parce qu'avec l'accélération de la crise économique, la bourgeoisie est obligée d'attaquer dans tous les pays, toutes les régions, tous les secteurs. En effet, il n'y a pas un seul endroit -et ceci même dans les vieux pays industrialisés- qui ne connaisse des attaques contre l'ensemble des conditions de vie des travailleurs. Partout, le chômage s'aggrave, les salaires baissent, la productivité augmente avec son cortège de détérioration terrible des conditions de travail. C'est pourquoi, partout et de plus en plus au même moment, des luttes ouvrières défensives tendent à surgir contre ces attaques.

Toutefois, celles-ci tendent à revêtir un caractère moins massif, plus éparpillé et sont de plus courte durée que lors du début de la troisième vague. Ceci est le résultat d'une stratégie consciente et très bien planifiée de la bourgeoisie pour mener son offensive.

Tout d'abord, pour porter ses attaques économiques, la bourgeoisie manœuvre avec intelligence.

Elle a tiré une des leçons de la grève de masse en Pologne 1980 et de son "erreur" d'avoir augmenté brutalement les prix des biens de consommation de première nécessité qui touchait IMMEDIATEMENT TOUTE la classe ouvrière dans TOUT le pays. Elle a tiré les leçons aussi du début de cette vague de luttes où, par exemples, l'annonce de 20.000 licenciements d'un coup dans les mines en Grande-Bretagne, allait faire éclater la colère des mineurs ou l'annonce d'une baisse immédiate des salaires pour tous les ouvriers au Danemark allait lancer la majorité des travailleurs de ce pays dans la lutte. Inquiète du mécontentement profond et de la volonté de se battre des ouvriers qui se sont confirmés avec force depuis l'automne 83 et de la simultanéité croissante des luttes, la bourgeoisie évite -dans la mesure où elle le peut- d'attaquer de front. Elle accentue aujourd'hui ses attaques économiques mais pas n'importe comment. Elle les planifie avec une minutie soigneusement calculée pour les porter paquet par paquet. Elles les étale, les "saucissonne", les parcellarise par régions, par corporations, par secteurs et au sein d'un même secteur. C'est pour cela par exemple, que dans l'automobile en France, elle annonce tant de licenciements pour telle date, puis tant d'autres pour quelques mois après, pour telle usine, pour tel atelier, puis les repousse, les déguise, bref elle louvoie tant qu'elle peut alors qu'elle sait très bien que ce sont des pans entiers qui devront être sacrifiés. De même, en Belgique par exemple, elle annonce aujourd'hui : 3.500 licenciements en octobre dans les mines, 700 à Tubemeuse, plusieurs centaines (sans dire le chiffre exact !) aux raffineries de Tirlemont, 220 à Continental Pharma, etc...

Et quand son attaque économique "pourtant planifiée" ne parvient pas à éviter une brusque explosion de colère qui menace de s'étendre et de devenir un exemple encourageant pour toute la classe ouvrière, soit elle fait mine de céder pour désamorcer le mouvement (comme à la RATP), soit elle recule effectivement momentanément pour pouvoir mieux réattaquer ensuite quand les ouvriers sont démobilisés (comme à la Normed).

LES SYNDICATS ISOLENT, DISPERSENT LES LUTTES

Pour COMPLETER et RENFORCER cette stratégie qui vise à attaquer en ordre dispersé la classe ouvrière afin d'éviter des réactions massives et unies la bourgeoisie utilise sa carte de la gauche dans l'opposition (!) et surtout ses syndicats. Ce sont eux -aidés par les syndicalistes de base- qui parachevent sur le terrain ce travail de division et de dispersion des luttes, soit en prévenant toute réaction de mécontentement par des appels à "l'action" démobilisateurs, soit en s'installant à la tête des mouvements qui surgissent. Leur travail consiste à maintenir toutes les luttes éparpillées et dans l'isolement afin de les rendre inefficaces. Au bout du compte, non seulement ils conduisent les luttes dans des impasses et écœurent les ouvriers de poursuivre de cette manière le combat mais ils renforcent le manque de confiance des ouvriers en leurs propres forces et entretiennent l'hésitation à entrer en lutte. Ce sont les syndicats qui sont en première ligne pour fausser les revendications des travailleurs en grève ou pour en faire des revendications "spécifiques" de telle sorte que les autres travailleurs ne puissent pas s'identifier à ceux qui sont en lutte. Ainsi, par exemple, lors de la grève Renault à l'usine du Mans -dans un contexte où des milliers de licenciements sont déjà tombés et où encore davantage sont à prévoir- la CGT et la CFDT appellent à la grève sur une simple question de prime spécifique à cette usine. Lors des luttes des mineurs en Espagne en décembre, les syndicats mettent en avant le mot d'ordre "sauvez le charbon national", exactement tout comme... leurs compères de la CGT, CFDT et FO lors de la grève des mineurs de Lorraine en novembre. On pourrait multiplier à l'infini ces exemples où les syndicats isolent les ouvriers en lutte, les enferment dans l'usine, la corporation, ou les convoquent sur des objectifs anti-ouvriers et nationalistes. Tout comme les gouvernements et le patronat "saucissonnent" leurs attaques économiques, paquet par paquet, les syndicats "saucissonnent" les luttes. Un autre exemple frappant de parcellisation est celui des manifestations ou journées d'action appelées par ces saboteurs. Outre les manifestations "réservées" aux sidérurgistes, aux mineurs, aux chômeurs, etc, durant les manifestations, ils isolent chaque travailleur derrière "sa" banderole : les différentes régions, les différents secteurs et entreprises et jusqu'aux ateliers (!) qui sont bien séparés les uns des autres comme lors de la journée d'action le 10 mai des usines Renault à Paris, ou celle de tous les secteurs le 19 octobre à Hambourg. Malgré toutes ces précautions, pour éviter tout risque de débordement, ils font en sorte que seul un minimum d'ouvriers s'y rende, comme le 28 novembre 85 à Madrid, où ils convoquent une manifestation pour tous les travailleurs touchés par les menaces de licenciements mais l'annoncent à peine et cachent jusqu'au dernier moment... l'heure et le lieu de la manifestation !

Et quand ces ennemis en terrain ouvrier ressentent le désir de plus en plus profond des ouvriers D'ETENDRE leur combat, ils les enferment dans ce fau-

ses extensions. En Belgique, par exemple, alors que les mineurs cherchaient à étendre leur combat à d'autres secteurs en lutte dans d'autres régions, les syndicats -et leurs acolytes de base- ont détourné la grève comme étant "un problème limbourgeois", "l'affaire des mines d'une région" et ont fait taire les voix des ouvriers qui voulaient aller chercher la solidarité des ouvriers de Ford-Gand et qui proposaient d'aller manifester à Bruxelles.

Ce sont ces manœuvres de la bourgeoisie et le sabotage de ses syndicats qui permettent de comprendre que les mouvements depuis ces derniers mois sont le plus souvent moins massifs et -bien que simultanés- très dispersés. C'est le fruit d'un parage du travail de la bourgeoisie pour -si elle ne peut pas éviter toute lutte- faire en sorte le plus possible que celles-ci restent isolées, dispersées, et qu'elles ne parviennent pas à S'ETENDRE au-delà de l'usine, de la corporation, de la région, sur des revendications communes à un moment où les attaques économiques sont de plus en plus communes à toute la classe ouvrière.

LE PROLETARIAT FORGE SES ARMES

Si le caractère massif des combats est aujourd'hui moins présent qu'au début de la troisième vague de lutte, il n'en reste pas moins que le mécontentement ouvrier n'a cessé de s'approfondir et que le potentiel de combativité de la classe ouvrière est prêt à exploser à tout moment comme en témoignent les nombreuses grèves spontanées qui ont éclaté dans toute l'Europe et aux USA. Dans un contexte de mécontentement renforcé encore par les attaques croissantes du capital, une étincelle peut mettre le feu aux poudres.

Chaque fois ces luttes ont été une riposte spontanée à une attaque brutale de la bourgeoisie, que ce soit des licenciements ou des blâmes- et ont tendu à s'étendre, ont recherché et obtenu la solidarité, même si elles sont restées encore très limitées, dans le cadre surtout de la corporation (2).

Mais, si ces luttes démarrent en dehors des syndicats, ce n'est pas tant la méfiance envers ceux-ci qu'elles expriment mais l'accumulation du mécontentement, de la volonté de se battre et le besoin impératif de réagir. En effet, très rapidement, les syndicats et les syndicalistes de base parviennent à prendre le mouvement en marche pour le stopper. Ainsi, dans toutes les récentes grèves "surprise", des Pays-Bas à la France- les syndicats se mettent à la tête des luttes en se déclarant d'emblée "solidaires" des grévistes, "les seuls interlocuteurs valables" face au patronat ou à l'Etat, en appelant à la "négociation", au "réalisme", à la "légalité" (3). Et dans un contexte de mécontentement généralisé et de simultanéité des luttes, ils se mettent immédiatement au premier rang pour empêcher les ouvriers d'étendre la lutte. Là encore, ils enferment les ouvriers, les isolent de leurs frères de classe des autres usines, des autres corporations, des autres régions.

Mais, au-delà de leurs limites, ces luttes -au même titre que toutes celles qui se développent actuellement- participent à la préparation de mouvements futurs beaucoup plus amples et plus importants. Elles participent de la prise de confiance de la classe ouvrière en elle-même ; elles sont un exemple encourageant pour tous les ouvriers contre le découragement recherché par l'ensemble de la bourgeoisie. Elles participent enfin de l'expérience indispensable au renforcement du combat de la classe ouvrière et notamment de la nécessité de s'affronter aux syndicats pour étendre la lutte et créer un rapport de forces favorable à la classe ouvrière. C'est par sa confrontation répétée aux manœuvres de la bourgeoisie - confrontation qui a déjà commencé- que le prolétariat forge ses armes.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Le développement de cette troisième vague de luttes que traduisent actuellement aussi bien le surgissement de mouvements spontanés que les multiples luttes appelées par les syndicats, montrent que la classe ouvrière n'est pas prête à se laisser museler par toutes les manœuvres bourgeoises destinées à la démobiliser, à étouffer sa combativité. Il montre également que le prolétariat se confronte aujourd'hui à des obstacles qui entravent sa capacité à développer un rapport de forces encore plus puissant face aux attaques croissantes du capitalisme : les manœuvres bourgeoises visant à disperser ses luttes, à les isoler les unes des autres, à les enfermer dans le cadre de la région, de la corporation, de l'usine. Cette tactique anti-ouvrière dont les syndicats sont le principal fer de lance se concrétise non seulement par la mise en avant de revendications spécifiques à tel ou tel secteur, à telle ou telle usine, mais également par la mise en place d'un cordon sanitaire syndical et policier aux portes des usines afin d'endiguer toute tentative réelle d'extension des luttes. Elle manifeste de l'inquiétude de toutes les forces du capital devant la menace du renforcement des luttes ouvrières à l'échelle internationale. Cette stratégie de dispersion, d'isolement des luttes, les ouvriers doivent la déjouer, ils doivent amplifier leur riposte contre la généralisation de la misère capitaliste en opposant un front uni à toutes ces manœuvres.

Et pour cela, il leur faut aujourd'hui sortir des usines pour gagner la rue, se rassembler massivement afin d'unifier, de faire converger leurs luttes sur la base non pas de revendications propres à telle ou telle branche professionnelle mais de revendications communes à l'ensemble de la classe ouvrière.

La classe ouvrière est une, elle n'a qu'un seul et même combat à mener contre les mêmes ennemis qui eux se sont déjà concertés, unifiés pour l'empêcher de prendre conscience de sa propre force.

(suite p.8)

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

TRACT DU CCI EN ESPAGNE

Nous publions ci-dessous un tract diffusé par notre section en Espagne lors des récentes grèves à Bilbao, qui illustre bien dans quelles conditions les ouvriers se battent aujourd'hui en Europe, à quoi ils se confrontent, et est une concrétisation du sens dans lequel nous pensons que les révolutionnaires doivent intervenir aujourd'hui : pour rompre, casser l'isolement, le morcellement, l'enfermement dans l'usine dans lequel la bourgeoisie fait tout pour maintenir les ouvriers, alors que, dans les mois de décembre-janvier, des grèves ont éclaté dans des secteurs aussi divers que les mines, les

télécommunications, le métro de Madrid, l'électroménager, les cimenteries, la plupart contre les licenciements, pendant que les ouvriers licenciés des chantiers navals se mobilisaient à Bilbao et en Galice contre les promesses de reclassement non tenues (promesses mises en avant lors des luttes du début de l'année 85).

Nous nous efforçons d'intervenir dans ce sens dans toutes les luttes, dans tous les pays où nous pouvons être présents : ainsi en Grande-Bretagne, le dernier tract diffusé sous le titre "ouvriers! étendez et unifiez vos luttes!" met en avant la

même nécessité d'unification par rapport aux luttes actuelles qui touchent simultanément : les sidérurgistes qui ont fait une marche sur Londres contre les licenciements, les enseignants qui multiplient les grèves depuis près de 11 mois, les ouvriers de Ford menacés d'autres licenciements en masse, les milliers d'ouvriers de l'imprimerie actuellement en grève contre les licenciements massifs entraînés par l'informatisation de huit journaux.

OUVRIERS DE MAGEFESA, ELYMA-URBASA, EUSKALDUNA, RESOLA... VOTRE FORCE, C'EST D'UNIR VOS LUTTES

■ A Barcelone (Santé, Corbero), à Vigo (Ason, Iso-lux), dans les mines, dans les télécommunications... c'est la MEME LUTTE qu'ici à Bilbao : contre les licenciements, contre la misère toujours plus cruelle que tente d'imposer le capital avec en première ligne son gouvernement PSOE. La lutte des ouvriers menacés de licenciements, celle des chômeurs, celle de ceux qui ont encore (pour combien de temps?) un emploi sont UNE SEULE LUTTE : contre le chômage la misère et la guerre auxquels conduit ce capitalisme en crise mortelle et sans issue DANS TOUS LES PAYS.

La SEULE SOLUTION est D'UNIR LES LUTTES de tous les ouvriers, à l'échelle de l'Espagne, de l'Europe et du monde entier. C'est seulement ainsi que nous constituerons une FORCE contre les attaques du capital et que nous pourrions avancer vers l'offensive internationale de tous les travailleurs qui nous libérera de tout ce chaos de misère, de violence et de guerre qu'est le capitalisme.

C'est pour cela qu'il est triste que les ouvriers de Magefesa et ceux de Elyma-Urbasa se soient croisés l'autre jour sans décider d'unir la lutte. Pour cela, il est lamentable qu'il y a 15 jours, ceux de Magefesa, Elyma-Urbasa, Euskalduna, et Rezola aient manifesté à Bilbao à la même heure, sans converger en un même combat.

Ouvriers de Magefesa, Elyma-Urbasa, Euskalduna, de la Navale, de Nervacero, contractuels employés par la mairie... tous, vous luttez pour la même chose! Tous, vous devez lutter unis. Seuls, isolés, le capital vous imposera sa loi. Unis, frappant les coups ensemble, recherchant la solidarité des autres travailleurs, vous pourrez freiner les licenciements et les agressions futures du capital.

Ouvriers de Magefesa, Rezola, Elyma-Urbasa... UNISSEZ VOS LUTTES! FAITES DES ASSEMBLÉES ENSEMBLE ET DES MANIFESTATIONS COMMUNES! Appelez à votre aide le plus possible de travailleurs, sans distinction d'entreprise ou de secteur, chômeurs ou actifs. Tous ont les mêmes problèmes que vous!



MANIFESTATION A BILBAO AU MOIS DE DECEMBRE : LES OUVRIERS DESCENDENT DANS LA RUE DEFENDRE LEURS REVENDICATIONS, MAIS LEURS LUTTES NE S'UNISSENT PAS ENCORE : TROIS MANIFESTATIONS LE MEME JOUR, A LA MEME HEURE, DANS LA MEME VILLE, QUI SE CROISENT SANS SE RENCONTRER.

Tous ont besoin de se battre! Tous, en vous aidant, s'aident eux-mêmes!

Ouvriers! les problématiques des syndicats, des comités d'entreprise, affaiblissent votre unité et essaient d'agir pour que vos efforts de mobilisation se gâchent dans l'isolement.

L'isolement, c'est perdre son temps à occuper la Bourse, aller à la délégation d'entreprise seuls, sans la plus grande pression possible sur le patronat.

L'unité, c'est de se joindre en une seule manifestation, aller en piquets massifs aux autres usines, aux bureaux de chômage, dans les quartiers ouvriers, pour chercher la solidarité active et faire valoir la force de la classe ouvrière.

L'isolement, c'est que les ouvriers de Magefesa, Elyma-Urbasa etc... vous vous occupiez chacun de "sauver votre entreprise" parce qu'avec une telle "revendication", non seulement vous renoncez à

vos propres intérêts qui sont opposés à ceux de l'entreprise, mais encore les autres ouvriers ne peuvent pas s'identifier à vous.

L'unité, c'est avancer la revendication qui exprime vos intérêts et avec laquelle tous s'identifient, tous peuvent se sentir solidaires : AUCUN LICENCIEMENT!

Ouvriers de Magefesa, Elyma-Urbasa, Rezola, Euskalduna...

-Pour une revendication commune : contre les licenciements massifs.

-Pour une lutte commune : manifester unis et non isolés.

-Pour une organisation commune : assemblées communes, avec un comité de délégués qui soient élus et révocables à n'importe quel moment.

CCI. Le 18-12-85.

UNE MEME CLASSE, UN MEME COMBAT

Pendant que se développent les conditions d'une confrontation massive entre les classes dans les pays centraux de l'Europe et des USA (voir article page ci-contre), la classe ouvrière des pays sous-développés continue à encaisser des attaques chaque fois plus dures, qui réduisent souvent les ouvriers à la condition de misère des masses de "sans-travail" : si la bourgeoisie des pays centraux du capitalisme peut encore masquer la violence de ses attaques en manoeuvrant soigneusement, la faillite totale de l'économie des pays de la périphérie ne laisse qu'une infime marge de manoeuvre aux classes dominantes, qui réduisent toujours plus brutalement à la pauvreté absolue des masses toujours plus grandes de prolétaires.

Pourtant, dans ces pays aussi, malgré la dureté de la répression qui leur fait face, les ouvriers ne

restent pas passifs face à ces attaques. En cela, les mouvements qui secouent aujourd'hui les pays sous-développés sont qualitativement différents des émeutes chroniques qui ont jalonné leur histoire : bien que faible numériquement, la classe ouvrière de ces pays concentre une force que n'avaient pas les émeutes des sans-travail : l'emprise sur la production, et la capacité à s'organiser collectivement. D'autre part, l'existence même des luttes ouvrières contribue à saper les mystifications entretenues par la bourgeoisie, et ce pour la classe ouvrière du monde entier : il en est ainsi de la grève au Liban qui remet en question la soi-disant "haine irréductible" entre chrétiens et musulmans qui serait à l'origine de l'enfer libanais; il en est ainsi des grèves en Afrique du Sud qui révèlent au grand jour que derrière le problème raciste sur lequel

cats ont organisé une "grève générale" en plein mois de janvier (qui correspond au maximum de fermeture estivale - à notre mois d'août).

HAÏTI :

Face à l'instabilité persistante depuis plusieurs mois, aux grèves, aux émeutes, le gouvernement avait lâché quelques timides mesures (baisse de 10% sur 5 produits de première nécessité et création de 2000 emplois dans une affaire agricole) : cela n'a pas suffi - loin s'en faut - à calmer la situation, et la répression est aujourd'hui plus féroce que jamais contre les mouvements de révolte qui ne cessent de s'amplifier.

AFRIQUE DU SUD :

Après les grèves dans les mines d'or, c'est aujourd'hui les ouvriers des mines de platine qui ont réagi contre les bas salaires : la bourgeoisie musclée d'Afrique du Sud n'a pas lésiné sur les moyens : au bout de 5 jours de grève, elle a licencié 20 000 mineurs sur les 30 000 que comptaient les 3 mines de platine en grève, comptant sur le "volant de main d'oeuvre" à sa disposition vu le chômage massif (45% des noirs au chômage). Aussi dur que cela

les médias concentrent l'attention, il y a surtout un problème de rapports sociaux dont la racine est la même dans le monde entier; il en est ainsi des réactions ouvrières au Brésil contre la "démocratie" qui dévoile chaque jour plus son vrai visage d'exploitation et d'oppression.

La majorité du monde s'enfonce dans un chaos comme l'humanité n'en a jamais connu. La clé de cette situation se trouve dans les luttes du prolétariat de des pays centraux (Europe, USA) mais le développement, la simultanéité de plus en plus grande des luttes ouvrières dans le Tiers-Monde (la plus grande partie du monde) fait partie du mûrissement général de la conscience de la classe ouvrière à l'échelle internationale.

soit pour les ouvriers, ce n'est que partie remise pour les exploiters sud-africains, dont la férocité se heurte aujourd'hui à des réactions de plus en plus violentes, non seulement dans les mines, mais aussi dans les secteurs de l'industrie (coca-cola), et dans le secteur public (hopitaux). Face à cette situation, ce sont les pontes de l'industrie eux-mêmes qui réclament aujourd'hui de plus en plus fermement la fin de l'apartheid au profit d'un mode d'encadrement plus efficace (voir article dans le numéro 140 de RI)

LIBAN :

À la veille d'une nouvelle intensification des massacres, le 12 décembre, une grève générale avait été appelée (et largement suivie) par un "comité de lutte contre la cherté de la vie" (les hausses de prix ont atteint jusqu'à 100% l'année dernière), grève "appuyée" par les syndicats. Ce comité a par ailleurs lancé un appel aux régions chrétiennes de rejoindre le mouvement parce que, selon les termes de l'appel "la faim ne connaît pas les couleurs politiques" et "touche tout le monde sauf la minorité dominante qui accapare tout".

BRESIL :

Après les licenciements dans la sidérurgie, c'est au tour des employés municipaux de faire les frais de la crise économique : des licenciements plus que massifs sont annoncés : 20 000 à Sao Paulo, 14 500 à Sao Luis (nord du Brésil) pour ne citer que deux exemples. A Sao Luis, lors de la confirmation de cette nouvelle, la mairie est attaquée et incendiée et les instances dirigeantes se plaignent "de la complicité des forces de l'ordre avec les mutins."

MEXIQUE :

2500 ouvriers de Renault Mexique ont marché sur Mexico, le 3 janvier, pour exiger la réouverture de leur usine (à 150 km de Mexico), purement et simplement liquidée. Le 29 janvier, les syndicats ont organisé une manifestation contre la dégradation de leur niveau de vie, focalisant l'attention sur "l'impérialisme américain" cause de tous les maux.

ARGENTINE :

Face à une baisse des revenus de 45% en 85, des grèves dans le secteur public comme privé se multiplient depuis novembre. Utilisant une tactique semblable à celles qui sévissent en Europe, les syndi-

GROUPES POLITIQUES PROLETARIENS

POUR DES MANIFESTATIONS OUVRIERES, CONTRE LA DEMOBILISATION SYNDICALE (polemique)

Dans les luttes actuelles, les groupes politiques prolétariens qui défendent les intérêts des ouvriers et la nécessité de la révolution communiste sont encore très minoritaires dans la classe ouvrière. Qui plus est, les incompréhensions existant chez la plupart de ces groupes concernant les caractéristiques et les enjeux de la situation présente renforcent cette faiblesse générale. Elles affaiblissent leur capacité à assumer leur rôle car leur intervention ne répond pas aux besoins concrets de la lutte ouvrière actuelle ;

Les prises de positions et les interventions du CCI ont été critiquées et dénoncées par quelques-uns de ces groupes politiques. Nous avons répondu à certaines critiques du *Ferment Ouvrier Révolutionnaire* (1) dans le no 135 de RI. La *Revue Communiste* n'a fait pour le moment qu'émettre ses critiques oralement ; nous avons tenté d'y répondre dans le no 138 de RI, mais cette tentative a été considérée par la RC (2) comme une "falsification" (voir R.I. no 140) ; nous attendrons donc une critique écrite pour réitérer notre réponse. Le *Groupe Communiste Internationaliste* (3) fait allusion à notre intervention en la dénonçant dans *Le Communiste* n.23 et nous répondons dans ce numéro à cette "allusion". Mais avant de répondre et de voir ce que met en avant le GCI dans ses interventions, il est nécessaire de mettre les points sur les i quant à notre position sur la situation présente. Dans cet article nous ne répondrons que sur les appels que nous avons lancés à des manifestations convoquées par les syndicats.

LA STRATEGIE DE DEMOBILISATION DES SYNDICATS

■ Une des positions qui caractérise les groupes révolutionnaires et les distingue de la gauche du capital (PC, PS et leurs soutiens "critiques" trotskystes, syndicalistes "de base") est l'opposition résolue aux syndicats et la dénonciation de leurs manoeuvres. Cependant, il ne suffit pas de comprendre -plus ou moins clairement- la nature des syndicats et leur fonction anti-ouvrière en général. Il faut en plus comprendre la stratégie qu'ils emploient dans chaque période, en fonction de la combativité et de la prise de conscience de la classe ouvrière, pour pouvoir avancer des propositions concrètes correspondant aux besoins des luttes immédiates face aux manoeuvres, à un moment donné, des syndicats contre les luttes ouvrières.

Aujourd'hui, "(...) le développement actuel de la méfiance à l'égard des syndicats constitue une donnée essentielle du rapport de forces entre les classes et donc de toute la situation historique. Cependant, cette méfiance elle-même est en partie responsable, de façon immédiate, de la réduction du nombre de luttes dans différents pays et plus particulièrement là où justement le discrédit des syndicats est le plus fort (comme en France, suite à l'arrivée accidentelle de la gauche au pouvoir en 81). Lorsque pendant des décennies les ouvriers ont eu l'illusion qu'ils ne pouvaient mener des combats que dans le cadre des syndicats et avec l'appui de ceux-ci, la perte de confiance en ces organes s'accompagne de façon momentanée d'une perte de confiance en leur propre force et les conduit à opposer la passivité à tous les soi-disant "appels à la lutte" qui en émanent. C'est justement là-dessus que tendent de plus en plus à jouer les syndicats : incapables d'enrôler plus longtemps les ouvriers derrière leurs banderoles et leurs slogans, ils utilisent habilement la passivité et le scepticisme que rencontrent leurs appels pour tenter de transformer cette passivité en démoralisation, pour participer à leur façon, tout en s'en défendant évidemment, aux campagnes sur la "disparition des luttes de classes" qui visent à saper la confiance en soi du prolétariat. En ce sens, la passivité qu'observent encore à l'égard des "actions" appelées par les syndicats (grèves et manifestations) beaucoup d'ouvriers parmi les plus combatifs, si elle est par faitement explicable et traduit la nécessaire perte d'illusions à l'égard du syndicalisme, ne doit pas être considérée en elle-même comme un élément positif puisqu'elle correspond exactement à ce qu'attend la bourgeoisie de ces ouvriers en cette circonstance. Le seul moyen pour eux de déjouer ce type de pièges consiste -et les révolutionnaires doivent les encourager dans ce sens -non pas à se détourner de ce type d'actions, mais au contraire de mettre à profit toutes les occasions de rassemblement des ouvriers sur des questions touchant à la défense de leurs intérêts de classe et même si elles proviennent de manoeuvres syndicales, pour y participer activement et le plus massivement possible afin de transformer ces rassemblements en des lieux où s'expriment l'unité de la classe au-delà des divisions sectorielles, sa combativité et sa détermination comme ce fut le cas par exemple le 1er mai à Hambourg. De même qu'il n'existe aucun principe pour les révolutionnaires de refuser d'appeler à des mouvements "lancés" par les syndicats, l'appel à la présence dans ce type de mouvements ne saurait être une recette applicable en toutes circonstances, mais doit être évalué en fonction des potentialités immédiates de transformation de ces actions, sachant que les conditions de ces transformations seront de plus en plus souvent réunies." (Résolution du 6e Congrès du CCI sur la situation internationale, *Revue internationale* n.44).

C'est une des orientations que le CCI a adoptées dans ses interventions. A plusieurs reprises, le CCI a appelé les ouvriers à se mobiliser à l'occasion de manifestations organisées par les syndicats, pour rejeter la passivité des processions décourageantes que fomentent les syndicats, pour pousser à ce que les ouvriers ne laissent pas les protestations et la défense de leurs intérêts contre les attaques dont ils sont l'objet dans tous les plans d'austérité, aux mains des syndicats, à ce qu'ils opposent leurs voix, leurs méthodes, leurs revendications communes, leurs actions de solidarité à la caricature de lutte et d'action qu'en font les syndicats.

LA NECESSITE POUR LA CLASSE OUVRIERE DE SE MOBILISER MASSIVEMENT, ET LA RESPONSABILITE DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES.

En plus des divergences habituelles qui séparent les autres groupes du CCI, cette position par rapport à des manifestations lancées par les syndicats a valu au CCI une volée de critiques et de dénonciations de la part de ceux qui partagent une position analogue sur la nécessité de lutter en dehors et contre les syndicats. Tous nous reprochent en substance de "suivre les syndicats", d'être "les rabatteurs des syndicats", d'"entretenir les illusions sur les syndicats" etc. Dans ce chœur unanime de critiques, le GCI, à propos de l'appel à une manifestation par le "Syndicat des chômeurs" le 30 mai 1985 à Paris, range ainsi directement le CCI aux côtés des forces d'encadrement de la bourgeoisie : "En France, une nouvelle promenade était organisée pour que les prolétaires réduits à la misère chantent à la gloire de la "solidarité nationale" (...) Pour ce faire, le front de tout l'éventail des organisations de la réforme "ouvrière" se mobilise pour nous entraîner derrière le drapeau national, pour que nous fassions notre autodafé. Des syndicats aux trotskystes, PC, CCI... tous appelèrent à participer à la manifestation de la "solidarité" capitaliste, du maintien de la paix sociale" ("Nos interventions", *Le Communiste* n.23).

Il ne s'agit pas pour nous ici de répondre longuement à cette ânerie. Le lecteur peut se reporter aux articles de RI, en particulier en mai et juin 85, pour connaître nos positions sur l'organisation de ce type de manifestations. Quant aux tracts qui appellent aux manifestations, voici par exemple quelques extraits de ceux de mai 85 pour éclairer le lecteur, sinon le GCI qui, pour se dire "groupe communiste" ne sait pas (ou ne veut pas) pour autant lire correctement.

A propos d'une manifestation des ouvriers de Renault : "Transformons la journée d'action bidon du 10 mai en une journée de lutte ! Regroupons-nous ! Discutons ! Faisons des assemblées générales là où beaucoup d'autres ouvriers de la région parisienne peuvent se rendre facilement, à Renault Billancourt par exemple. Si nous décidons d'une manifestation, elle doit rechercher la solidarité des autres ouvriers.

(...) Il faut :
- étendre nos luttes (...)
- nous organiser nous-mêmes en assemblées générales - entrer massivement en lutte (...) " (30. 4. 85)
"(...) Toute manifestation ouvrière, toute lutte qui surgit, concerne immédiatement toute la classe ouvrière et offre une possibilité à l'élargissement de la lutte de classe. Les ouvriers doivent s'y rassembler le plus massivement possible, se réunir en assemblées ouvertes à tous les ouvriers actifs ou au chômage, indépendamment de leur entreprise, de leur corporation..." (11.5.85)

Et à propos de la manifestation de chômeurs : "Camarades, vous qui refusez la ballade, les discours syndicaux, la division, ne restez pas dispersés, regroupez-vous pour agir. C'est votre volonté de lutte, votre nombre, votre capacité à agir ensemble qui seuls peuvent permettre que cette manifestation soit un réel moment de lutte de toute la classe ouvrière, un encouragement pour tous les ouvriers à se mobiliser, à entrer en lutte". (30.5.85)

Plus qu'à cet amalgame idiot que fait le GCI de ce dernier appel avec ceux des syndicats et de la gauche du capital en général, voyons ce qu'il pense : "Le front de l'éventail... se mobilise pour nous entraîner derrière son drapeau national", "la manifestation fut un échec par rapport au succès escompté". C'est précisément le contraire qui se passe de façon générale dans la période actuelle : le front de la gauche se mobilise pour maintenir les ouvriers dispersés et isolés. Et en particulier, les manifestations en mai 85 furent pour la bourgeoisie non des échecs mais des succès par rapport aux "échecs escomptés". Le 30 mai 85, 2000 personnes pour plus de 3 millions de chômeurs en France dans une manifestation "nationale", c'est ce que la bourgeoisie, "Syndicat des chômeurs" en tête, "escomptait". C'est toujours sous la pression du mécontentement et de la combativité ouvrière que les syndicats feignent de se mobiliser.

C'est pourquoi, comme nous l'avons dit dans la première partie, il ne s'agit pas simplement de se détourner de ce type d'action -comme le préconise le GCI ("Commençons par sortir des syndicats, désertons les processions") mais de mettre à profit celles qui se situent sur le terrain de la lutte contre l'austérité, quand il existe des potentialités immédiates permettant de déjouer la main-mise syndicale et de pousser à ce que les ou-

vriers se regroupent, discutent, engagent de véritables actions de solidarité et d'extension.

Ce n'est pas toujours facile de déterminer ces potentialités immédiates (4) ; mais encore faut-il être déterminés à s'opposer à la stratégie de démobilitation des syndicats dans la lutte et pas simplement balayer le problème d'"un revers de main", aussi "radical" soit-il, en confondant abstraitement, comme le fait le GCI, syndicat et manifestation "convoquée" par les syndicats (il faudrait dire en l'occurrence "déconvoquée" par les syndicats ...) Le "principe anti-syndical" tel que le défend en pratique le GCI entre autres, est une abstraction qui cède à l'idéologie dominante (syndicats = classe ouvrière) et à la stratégie présente de la gauche qui vise à ce que les ouvriers désertent les grèves, et surtout les manifestations, les regroupements d'ouvriers. Car lutter "en dehors et contre les syndicats" ne peut pas se faire comme le dit le GCI, "même peu nombreux, en tissant des liens entre prolétaires" (*Parti de classe* n.6) mais en nombre pour pouvoir développer la grève de masse, la généralisation des luttes. Et ceci doit être défendu en pratique dès à présent dans les mouvements encore isolés, mais simultanés dans tous les pays et dans tous les secteurs qui se développent aujourd'hui, que ce soit dans les mouvements qui démarrent en dehors des consignes syndicales (voir l'article sur la RATP dans ce n°) ou dans ceux qui sont appelés par les syndicats sous la poussée du mécontentement et de la colère.

Le GCI rejette la conception de la lutte massive, il y voit le "réformisme", la "social-démocratie", la "contre-révolution" (5). Voyons où ce rejet le mène dans la pratique, dans ses analyses et ses interventions (sans parler ici de ses interprétations tout-à-fait fantaisistes de l'histoire du mouvement ouvrier). Dans ses analyses, le GCI chausse les lunettes de la propagande bourgeoise sur les luttes actuelles : "l'absence de luttes", "l'apathie réelle de la classe ouvrière (*Parti de classe* n.6). Dans ses interventions, le GCI met en avant : - des perspectives vagues, même si elles peuvent être justes en général. "Organisons nous-mêmes pour le renversement du système d'exploitation" - des perspectives floues et fausses : "Centralisons nos luttes avec celles que mènent et devront mener nos frères de classe dans le monde" parce qu'elles ne correspondent pas au niveau présent des luttes (et encore moins pour le GCI qui considère qu'il n'y a pas de luttes !), parce que la centralisation mondiale des luttes ne pourra se faire qu'à mondiale des luttes ne pourra se faire que par les conseils ouvriers en période révolutionnaire. - des slogans qui se veulent radicaux mais qui sont tout-à-fait creux ("Mort à la solidarité nationale", "Merde au partage de la misère", "A bas le chômage", "A bas le travail") et largement insuffisants pour constituer de réelles propositions de marche que les organisations révolutionnaires doivent être capables de défendre dans les luttes dès à présent pour être à la hauteur de leur proclamation de "communiste internationaliste" et de "direction révolutionnaire" de la lutte de classe ;

* * *

Il est de la responsabilité des organisations qui prétendent se ranger dans le camp du prolétariat et qui en reprennent les positions de principe contre la gauche du capital, de rompre avec l'infantilisme le sectarisme pour s'attacher aux tâches de défense des méthodes de classe dans les luttes immédiates. Ceci passe par la compréhension de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière aujourd'hui face à la bourgeoisie, les tâches d'intervention et la confrontation réelle entre organisations qui partagent des bases élémentaires communes à tous les groupes communistes telles que la nécessité de lutter en dehors et contre les syndicats.

(1) : FOR, Alarme, BP 329, 75624 PARIS CEDEX 13
(2) : "Revue Communiste", organe du Comité adhérent au Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (BIPR), R.C. c/o L'Herbe Rouge, 1 bis rue d'Alésia, 75014 PARIS - Sur le BIPR, lire en particulier les *Revue Internationale* n.40 & 41)
(3) : GCI, c/o L'Herbe Rouge, 1 bis rue d'Alésia, 75014 PARIS - qui publie, entre autres, *Le Communiste* en Belgique et *Parti de classe* en France.
(4) : Dans une période générale propice à une mobilisation importante des ouvriers, il y a des moments où cette mobilisation ne peut s'exprimer immédiatement, à la suite d'un revers par exemple. Nous n'avons pas, dans ce cas, les mêmes mots d'ordre à avancer. Ainsi, RI a mal évalué la situation lors de la manifestation PC/CGT du 24 octobre 85 où elle a appelé les ouvriers à sa transformation comme pour le 10 mai et le 30 mai. Cette manifestation venait couronner l'échec de la grève à Renault, et si nous devions y intervenir, ce n'était pas pour appeler à une transformation qui s'avèrait impossible, mais pour y dénoncer le PC et la CGT, leurs manoeuvres pour immobiliser tous les ouvriers à travers ceux de Renault. Cette erreur immédiate ne remet aucunement en cause l'axe de notre intervention dans la situation présente.
(5) : Voir l'article "Théories de la décadence et décadence de la théorie" dans *Le Communiste* n. 23.

LES OUVRIERS NE DOIVENT RIEN ATTENDRE DES ELECTIONS

(suite de la p.1)

100 000 licenciements prévus en un an dans le bâtiment, d'autres à Peugeot, dans la sidérurgie, dans les banques, etc.

- report des hausses des tarifs publics au 1er avril

- application du projet de loi sur la flexibilité (lire l'article dans ce n.)

- facilités de licenciements avec, en vue, la suppression de l'autorisation administrative de licencier.

Demain, quand il sera dans l'opposition, le PS tiendra ce discours aux travailleurs : "la flexibilité sauvage, les licenciements secs à Renault, Peugeot, partout, les atteintes aux garanties sociales, les baisses de salaire, voilà des choses qu'un gouvernement de gauche n'aurait jamais acceptées !"

Voilà pourquoi aujourd'hui il fait de l'esbrouffe autour de ses 110 propositions dont 90% auraient été tenues. Voilà pourquoi aussi, il balance ponctuellement quelques "mesurettes" telles la baisse toute relative (autour de 1%) des impôts, l'avancement de juin à janvier du remboursement de l'emprunt obligatoire contracté en 81, la prime de 500 francs aux fonctionnaires (prime exceptionnelle qui n'arrive pas à couvrir la perte de leur pouvoir d'achat).

Tout ce bilan est dirigé contre les ouvriers, non pour garder le pouvoir, mais essentiellement pour développer demain son audience et sa présence sur le terrain social.

LE PC DEVRA A L'OEUVRE DANS L'OPPOSITION

On voit actuellement le PC et la CGT multiplier leurs discours de dénonciation à l'égard du PS, intensifier la propagande selon laquelle ils seraient les seuls à lutter. Les ouvriers ne doivent pas se laisser bernier : depuis un an, ce sont ceux-ci qui assurent les manœuvres de division, isolément, démobilisation des ouvriers à travers les journées d'action, les actions coups de poing, etc.

En faisant repasser le PC et la CGT dans l'opposition durant l'été 84, la bourgeoisie s'assurait la mise en œuvre essentielle de sa stratégie anti-ouvrière : regarnir le front social laissé vacant pendant 3 ans. EN REPOUSSANT AUJOURD'HUI LE PS DANS L'OPPOSITION, ELLE POURSUIT LE RENFORCEMENT DE CETTE MEME STRATEGIE : ELLE FOURBIT SON ARME ESSENTIELLE FACE A LA MONTÉE DES LUTTES ET DE LA PRESION OUVRIERE.

Les relatifs succès qu'a enregistrés la bourgeoisie dans son travail pour contenir, immobiliser, diviser les ouvriers et qui se sont notamment concrétisés par le coup porté contre toute la classe à travers Renault, le battage auquel se livrent ac-

tuellement PC et CGT à propos de la remontée de cette dernière aux élections professionnelles à Billancourt, tout cela confirme l'efficacité déjà manifeste et l'ampleur du danger d'une telle stratégie, au moment même où elle se prépare à y impli-

Non, la classe ouvrière n'a rien de plus à attendre de ces élections que des autres. Les campagnes électorales sont toujours utilisées pour empêcher la classe ouvrière de lutter, en lui faisant croire que le problème est bien de choisir un parti à qui elle délèguera tout pouvoir. Et bien, la classe ouvrière a eu la droite, elle a eu la gauche et elle n'a gagné que plus de licenciements, plus d'attaques.

Les législatives sont utilisées pour empêcher la classe ouvrière de se mobiliser sur ses propres problèmes, mais elles vont être également mises à profit pour faire repasser le PS dans l'opposition! - parce qu'il est nécessaire de passer à un niveau d'attaque supérieur et que les partis de gauche sont mal placés pour le faire, eux qui se prétendent "socialistes", "communistes", "pour la défense des ouvriers" ;

- parce que le PC et la CGT, s'ils ont réussi globalement à immobiliser la colère ouvrière depuis leur retour dans l'opposition, ne pourront continuer indéfiniment leurs manœuvres ;

- parce que déjà, à plusieurs reprises, malgré ces manœuvres du PC et de la CGT, les ouvriers, en colère, se sont mobilisés, et que chacune de leur tentative, aussi mineure, isolée soit-elle, a été un avertissement à la bourgeoisie des potentialités de luttes qui existent, le signe que la colère grandissante peut s'exprimer largement.

Cette colère ne pourra que s'accroître face aux mesures de plus en plus graves et larges qui vont être appliquées par la droite.

Mais quand elle s'exprimera, c'est face à une bourgeoisie plus armée, plus déterminée qu'elle aura à faire face. Dans l'opposition, PS/CFDT, d'une part, PC/CGT d'autre part, auxquels FO, CFTC ajouteront leur grain de sel, s'organiseront pour se partager le travail, au sein de la classe ouvrière, pour focaliser l'attention des ouvriers sur de fausses alternatives, pour empêcher les ouvriers de penser par eux-mêmes, d'avoir l'initiative de leurs luttes, de les contrôler.

La classe ouvrière ne pourra faire l'économie dans ses luttes de s'affronter à la gauche dans l'opposition, si elle veut déjouer les manœuvres, si elle veut riposter efficacement aux attaques qu'elle subira. C'est dans cette confrontation qu'elle pourra tirer les enseignements et les forces nécessaires aux développements de ses luttes.

Salut à nos souscripteurs !

Nous tenons tout particulièrement à remercier nos fidèles et nombreux souscripteurs qui font preuve d'un esprit militant. C'est pour nous un encouragement dans notre lutte pour la défense des idées révolutionnaires et notre combat au sein de la classe.

SOUSCRIPTIONS :

N. (Paris):	100f.
L.Q. (Paris):	350f.
J. (Toulouse):	100f.
P. (Le Havre):	400f.
J. (Lille)	1500f.
G.P. (Paris):	350f.
Ph. (Le Havre):	300f.
S. (Lille):	100f.
D. (Issy les Moulineaux):	50f.
P. (Pantin)	100f.
A. (Paris):	100f.
Total.....	3350f.
Total général.....	7400f.

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème:

LA CLASSE OUVRIERE N'A RIEN A ATTENDRE DES ELECTIONS, POUR SE DEFENDRE ELLE NE PEUT COMPTER QUE SUR SES LUTTES

BORDEAUX :

Réunion publique le 15 mars à 17h au café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo.

LILLE :

Diffusion au marché de Wazemmes les 1er et 3ème dimanches du mois, de 10h à 11h30.

LYON :

Diffusion au marché aux puces de Vaulx en Velin le 16 février à partir de 11h30.

NANTES :

Réunion publique le 8 février à 17h au foyer du travailleur, Boulevard Vincent Gache. (Beaulieu). Permanence le 21 février à 20h30 au café de l'Hotel de Ville (mairie de Chantenay). Diffusion au marché de la Petite Hollande le 8 février à 10h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 14 février à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005 Marseille. Permanence le 19 février de 18h à 19h à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

PARIS :

Réunion publique le 15 février à 17h au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (métro : Porte de Choisy). Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique de 17h à 19h, même adresse.

ROUEN :

Permanence le 15 février à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 28 février à 21h, rendez-vous devant la cafétéria du géant Casino, au pont des Demoiselles. Permanences tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry. Diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces (place St Sernin).

TOURS :

Réunion publique le 22 février à 17h au 5-7 rue Niepce (arrêt Lavoisier) JOUE LES TOURS.

Lisez la revue internationale

Sommaire du No 44

-LES LUTTES OUVRIERES, SEUL FREIN A LA GUERRE.

-6ÈME CONGRES DU C.C.I. :
-PRESENTATION : LES ENJEUX
-SITUATION INTERNATIONALE
-OPPORTUNISME ET CENTRISME

-SALUT A COMUNISMO N°1 (MEXIQUE)

-ZIMMERWALD (1915-1917) : DE LA GUERRE A LA REVOLUTION.

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

PUBLICATIONS

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM

PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

-Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
-Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
-Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
-Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
-La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
-Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
-Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
-L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
-Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
-La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)

FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)

FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Ceist
Numéro de commission paritaire : 54267.

tirage moyen : 2000 exemplaires
Vente moyenne : 500 exemplaires

DERRIERE LES DISCOURS DE PAIX, LA BARBARIE CONTINUE

■ Depuis le début de l'année, la scène internationale a été marquée par des événements dont la violence témoigne de la barbarie permanente et toujours croissante du capitalisme en décadence : attentats terroristes contre les bureaux d'El Al aux aéroports de Rome et de Vienne, affrontements au sein du camp chrétien au Liban, qui ont fait 400 morts, guerre civile au Yémen du Sud où 15000 personnes ont été tuées en une dizaine de jours, sans compter la guerre Iran-Irak qui continue et a déjà aligné largement plus de morts que la guerre de 14-18. Même si ces événements ne peuvent pas être interprétés de la même manière, tous manifestent, à des degrés d'horreur différents, que le capitalisme, sous la pression de la crise, ne trouve de plus en plus comme solution au règlement de ses difficultés que le recours au meurtre, à la guerre.

A leur échelle, les conflits entre les fractions de la bourgeoisie yéménite, ou celles du Liban, traduisent la tendance générale qui se manifeste aussi à l'échelle de la puissance des blocs : le capitalisme, c'est la guerre, et malgré toutes les paroles de paix, c'est la guerre que la bourgeoisie entretient. Derrière les images de paix de Genève, les poignées de main souriantes, les négociations sur le désarmement, c'est en fait une guerre sans merci que continuent de se livrer sur le terrain les deux blocs impérialistes. Dans ce combat, ce sont les USA qui sont les plus dynamiques et poursuivent leur offensive pour enfermer le bloc russe sur ses frontières, et c'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les derniers événements au Liban et en Lybie.

LES CONFLITS DANS LE CAMP CHRETIEN AU LIBAN

Ces récents conflits manifestent la tentative de la fraction chrétienne dirigée par Gemayel de négocier de manière la plus avantageuse sa place au sein du protectorat syrien. En effet, comme nous l'avons déjà montré dans notre presse, la main-mise de la Syrie sur le Liban se fait avec l'accord complet du bloc américain, ce sont d'ailleurs les termes du marché passé avec Assad pour intégrer la Syrie au bloc : une part du gâteau libanais contre l'engagement vis à vis de l'occident et la remise en ordre du Liban.

Ainsi dans l'imbricatio libanaise qui voit constamment les retournements d'alliance, les règlements de compte sanglants entre "alliés" pour le contrôle de parcelles minuscules de territoire, la Syrie impose peu à peu son contrôle. C'est un processus laborieux où la Syrie progresse malgré tout, utilisant tour à tour le langage de la diplomatie et du canon, pour mettre au pas ou éliminer les multiples milices surarmées qui ont profité des divisions diverses pour s'approprier les unes et les autres des morceaux du Liban.

Comparé à la campagne intensive développée par le passé sur ce pays, le peu d'écho fait par la presse occidentale à ces événements montre bien que le bloc US, tant que la Syrie respectera son contrat d'intégration à celui-ci, l'encouragera à continuer son rôle de gendarme (même Israël ne s'est pas manifesté). Le travail effectué depuis des années par le bloc US pour amener la Syrie sous sa houlette, au détriment du bloc russe, porte ses fruits, et les morts au Liban intéressent à présent beaucoup moins les médias occidentaux.

LES PRESSIONS DU BLOC US SUR LA LIBYE.

Les récents attentats terroristes contre les bureaux d'El Al à Rome et à Vienne ont été le prétexte au développement d'une campagne idéologique intense contre la Libye du colonel Khadafi, et à une intensification des pressions diplomatiques, économiques et militaires du bloc US sur la Libye.

Alors que la Syrie, en échange de sa main-mise laborieuse mais croissante sur le Liban, s'intègre de plus en plus nettement au sein du bloc, la Libye est, de par sa résistance opiniâtre aux dictats de Washington, est un élément de trouble dans la domi-

nation totale du bloc occidental sur toute la mer Méditerranée. Et c'est parce que la Syrie s'intègre au sein du bloc US que la pression sur la Libye peut se faire plus forte.

Celle-ci s'est traduite sur le plan économique par le retrait des techniciens américains travaillant à l'exploitation du pétrole, handicapant celle-ci de moitié, par le gel des avions libyens aux USA, mais surtout sur le plan militaire par le renforcement de la présence navale US face aux côtes libyennes, notamment dans le golfe de Syctue que revendique la Libye, où la marine US effectue des manœuvres militaires incessantes, et où, en 81, deux avions américains avaient abattu deux avions libyens.

Ces pressions américaines font suite directement à l'intervention française au Tchad en 84 et aux pressions renforcées du bloc occidental sur la Tunisie et l'Egypte, frontaliers de la Libye, afin que ceux-ci fassent preuve d'une plus grande fermeté

vis-à-vis du trouble Khadafi. Toutes ces menaces sont assorties d'un langage de plus en plus virulent des USA menaçant la Libye d'une intervention militaire directe, au nom bien sûr de la lutte humanitaire contre le terrorisme et Khadafi "le fou".

Il faut comprendre que ces pressions actuelles sur la Libye s'intègrent dans le mouvement offensif du bloc US visant :

- à mettre au pas les Etats réclacitrants à ses dictats, facteurs d'instabilité pour ses intérêts.

- à continuer d'expulser la présence du bloc russe adverse de ses zones d'influence à la périphérie du capitalisme.

Et, dans le cadre de cette offensive, aujourd'hui, c'est la Libye qui est en ligne de mire, alors qu'hier c'était la Syrie et Assad que les médias occidentaux traitaient de "fou", de "terroriste".

Ce dernier épisode n'est qu'une étape de l'offensive américaine qui vise, en imposant une poigne de fer sur le Moyen-Orient, ne tolérant plus aucun écart, plus loin : l'enjeu à terme pour le bloc occidental, c'est la remise au pas de l'Iran, dont la perte en tant que pion stratégique et militaire fondamental est encore un point de faiblesse dans le dispositif stratégique américain.

P.P.R.

yemen du sud : UNE TUERIE DE PLUS

■ Plus de 15000 morts en 10 jours, tel est le bilan des combats entre les fractions rivales les plus importantes de la bourgeoisie du Yémen du Sud.

C'est pour le compte d'une bagarre entre les cliques de gangsters qui contrôlent chacun son territoire du Yémen du sud que des gens ont soudain vu s'écrouler leurs maisons, des chars envahir les rues, des tirs de toutes parts. Ce massacre a été perpétré pour le profit de cliques concurrentes. Ce qui paraît évident pour le Yémen du Sud est tout autant réel pour les lois qui gouvernent l'ensemble du monde capitaliste : toutes les fractions bourgeoises au niveau d'un pays ou d'un bloc ont de plus en plus recours au meurtre, au massacre organisé pour régler leurs différents.

Pour cette fois, cependant, la tuerie du Yémen n'est pas à mettre directement au compte des tensions impérialistes entre les deux grandes puissances qui se disputent le contrôle du monde. Les bandes qui se sont affrontées sont toutes les deux pro-russes dans ce pays qui est le principal point d'appui pour la flotte russe dans l'océan indien et le golfe persique et contrôle l'entrée dans la mer Rouge. Ces combats traduisent plutôt l'incapacité du bloc russe à maintenir une stabilité dans les pays sous son contrôle à la périphérie du capitalisme, à empêcher les déchirements entre fractions rivales qui traduisent le plus souvent des archaïsmes propres au capitalisme des pays sous-développés. L'URSS a été impuissante à imposer un cessez-le feu

et un accord à l'amiable, et a dû comme tous les autres pays évacuer ses ressortissants devant la violence des combats. Elle a attendu finalement qu'un vainqueur sorte du conflit et lui ait apporté immédiatement son soutien, traitant de "contre-révolutionnaire" le président chassé Ali Nasser, qu'elle soutenait encore huit jours plus tôt contre la fraction rebelle.

Ces combats ne sont pas sans rappeler les règlements de compte qui déchirent régulièrement les cliques rivales du parti dirigeant l'Afghanistan et que l'URSS se révèle incapable d'éviter malgré la présence d'un corps expéditionnaire massif de 100 000 hommes de l'armée rouge, et des milliers de conseillers soviétiques, et qui minent ainsi la stabilité du gouvernement allié de Moscou.

Cette faiblesse du bloc russe est due à sa faiblesse économique qui fait qu'il a très peu à offrir à ses alliés, et à son affaiblissement militaire qui fait que l'URSS a de plus en plus de difficultés à intervenir loin de ses bases.

Cependant, si les tensions qui se sont exacerbées dans le conflit à Aden ne sont pas à l'initiative du bloc occidental, il n'en reste pas moins évident que cette situation ne peut que réjouir le bloc américain qui ne peut que tirer profit d'un affaiblissement supplémentaire du bloc russe déjà asphyxié.

De plus en plus aujourd'hui, un massacre en prépare un autre.

P.P.R.

lutte de classe internationale

(suite de la p.4)

En ce sens, il revient aujourd'hui aux révolutionnaires de mettre à profit toutes les potentialités contenues dans les luttes présentes afin de faire obstacle au travail de sape de la gauche et des syndicats, afin de participer activement à développer ce mouvement vers l'unification des combats de leur classe. Ils doivent dire aux ouvriers :

"Contre le sabotage syndical pour vous désorienter, vous diviser, pour isoler vos luttes, rassemblez-vous massivement dans la rue en informant tous les ouvriers de votre combat à travers l'envoi de délégations massives aux usines, aux bureaux de chômage, dans les quartiers ouvriers !"

"Quand les syndicats détournent vos véritables revendications sur le terrain corporatiste de telle sorte que l'ensemble de la classe ouvrière ne puisse s'identifier à votre lutte, ne restez pas seuls, enfermés dans des revendications particulières à votre branche d'industrie. Mettez en avant des revendications avec lesquelles le plus grand nombre d'ouvriers puisse s'identifier afin de les pousser à rejoindre votre lutte. Démontrez par votre pré-

sence massive dans la rue quels sont les vrais problèmes (le chômage, les licenciements, la misère), quelles sont les vraies solutions (la défense intransigeante des intérêts communs à toute la classe ouvrière); quelle est la véritable force capable d'affronter le capital, capable d'en finir avec la misère et la barbarie : Vous, la classe ouvrière unie !".

M.N

Notes

- (1) Pour la stratégie de la gauche dans l'opposition, voir articles dans les R.Int n°s 38, 40, 42.
- (2) Voir article dans ce n. sur la grève à la RATP
- (3) Voir note 3, RI n.139; Internationalisme (organe du CCI en Belgique), n°104: "PTB et grève des mineurs", "G.B. le besoin d'extension se heurte à l'obstacle syndical" et n°103: "Grève à la SNCB", "Grève des mineurs".

REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

taurée par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.